L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 79, Entre Canal et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 14 DECEMBRE 1860.

G. P. WEISSE, H. DUPOUR, H. DUVERGER — S. HARDY — Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans,
VENDREDI MATIN, 14 DECEMBRE.

☞ Pour le feuilleton, voir la seconde page.

☞ On trouvera à la seconde page le BULLETIN COMMERCIAL, le MARCHANDS HERITIANS et le MOUVEMENT DU PORT.

Liste des lettres.

On trouvera aujourd'hui, à notre deuxième page, la liste des lettres françaises, espagnoles et italiennes restant à la poste.

Abonnés à la Semaine.

Les personnes de l'ABEILLE sont autorisées à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 15 cts payés par les six hommes. Ce paiement sera partout.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par G. Léonnard, Bloche & Co, 66, rue de Chartres, —Chaussures, draps, vêtements d'hiver, habillements, flanelles, couvertes et bretelles usuelles.

Par M. Vignié, dans la rue Bourbon, No 326—Meubles et plaine Piccolo.

Par Bernard Turpin, à 10 heures et demie, dans la rue de la Vieille Levée, No 31—Vins, liqueurs, gazeuses, fruits au jus, whisky, &c.

Par D. E. Murphy, à 10 heures, à l'Eau Watchman, rue Peligot—Fourrages.

Par le shérif, à 10 heures et demie, rue de la Vieille Levée, entre Toulouse et St-Louis—La fonds d'un café et d'une pension.

Une conférence du Sud.

En dehors de la Caroline du Sud, nous voyons que l'idée d'une conférence des Etats à esclaves est généralement approuvée. Pour même qui se prononcent pour la sécession immédiate, il y a beaucoup [illegible] même hésitant pensent leur désir de voir réaliser une entente préalable entre les Etats méridionaux. Ils ne peuvent s'empêcher d'admettre qu'une action commune et préconcertée ne soit plus avantageuse qu'une action isolée.

Ainsi, bien que la législature du Mississippi ait voté dans un sens favorable à la séparation de l'Union, elle ne l'a fait que dans la présomption que plusieurs autres Etats se retireront simultanément et qu'il se formera, pour ainsi dire, tout une nouvelle confédération entre eux. Une minorité des membres de cette législature a penchait pour la coopération, mais la majorité de la question appartenant à la Convention, la discussion sur ce sujet a été écartée. L'envoi par le gouverneur Pettus de commissaires auprès des autres Etats indique qu'il reconnaît la [illegible] la nécessité d'un accord général.

Les Etats frontières ne semblent pas encore préparés à se lancer dans le mouvement, et font des démarches auprès de la Caroline du Sud pour retarder la mesure qui doit donner le signal de la révolution. Nous avons déjà indiqué leurs raisons, elles sont puissantes. Les véritables parties lésées par les agressions du Nord sont les pays limitrophes et ils ont quelques droits à faire entendre leurs voix quand il s'agit du redressement de torts dont ils sont les principales victimes.

Dans le Tennessee le sentiment public se prononce également pour une conférence du Sud. Des résolutions adoptées à un meeting où figurait Jeff Davis de tous les partis, portent : "que le gouverneur est requis de réunir la Législature afin qu'elle appelle sans délai une Convention, dans l'objet sera d'aviser au sujet des relations existantes et d'assurer aux Etats du Sud pour délibérer sur les troubles existants et s'il est possible, terminer nos luttes sectionnelles par un arrangement.

Le gouverneur de la Louisiane, dans son message, reconnaît la nécessité d'une telle conférence : il n'y voit qu'un avantage, la question de temps. Ces obstacles ont été d'une insurmontable et la séparation doit avoir lieu, ou n'aura pas un mois de plus ou de moins qui pourra en compromettre le succès. Il suffit que les Etats dont les conventions se réuniront en premier prennent l'initiative de la proposition et attendent avant d'adopter un parti la réunion de cette conférence, qui peut facilement avoir lieu avant le 4 mars. Si, comme on le télégraphie l'a annoncé, les Etats le plus franchement sécessionnaires, consentent à éviter un conflit avec l'administration actuelle, il n'y a pas de motif raisonnable pour qu'ils ne refusent à un acte de défiance qui est dans l'intérêt général.

En attendant même qu'un ou deux Etats soient sortis de l'Union, lorsque la Convention de la Louisiane se réunira, nous croyons qu'avant d'en faire autant nos délégués devraient insister pour la réunion d'un Congrès de Sud et le règlement préalable de toutes les questions de relations intérieures et extérieures. Il peut se faire qu'une partie seulement des quinze Etats à esclaves se décident à sortir de l'Union. Mais encore il importe que les bases de l'association nouvelle soient une fois acceptées et qu'ils soient liés entre eux par un pacte solennel.

Il faut, le lendemain de la séparation, faire reconnaître le gouvernement nouveau, avoir un pavillon respecté sur les mers et pouvoir exprimer nos griefs à l'étranger. Or, nous considérons comme une chimère et un non sens politique l'idée de l'existence de petites républiques isolées. Si tout le monde est d'accord sur la nécessité d'une confédération nouvelle, en cas de séparation, la Louisiane doit insister pour que la formation en ait lieu simultanément à la rupture de l'ancienne. Ses intérêts seraient trop compromis s'il en était autrement.

La Floride pourrait se séparer aujourd'hui toute seule et rester bien tranquille pendant des années sans que personne songeât à l'inquiéter. Mais nous ne sommes pas dans cette position. Il faut que toutes nos relations financières, postales, commerciales, de navigation fluviale et maritime soient réglées à nouveau et protégées. Qu'on suppose nos relations suspendues seulement pendant quinze jours à l'époque de la saison d'affaires—quels désastres n'en seraient pas la conséquence ! Nous devons compter sur l'appui général de nos voisins, dans le cas où nous serions attaqués ou menacés, de même que nous attendons de leurs sentiments de confraternité un tarif protecteur pour nos sucres. Mais en politique il ne faut rien laisser à l'incertitude et qu'il ne fourvoyer pourque lamédite. Le Caroline du Sud fait en ce moment la sourde oreille aux réclamations de Kentucky. Qui nous garantit qu'une fois la séparation effectuée elle aurait plus d'égards pour nos embarras ou nos intérêts, et si nous nous séparons nous-mêmes sans consulter le Tennessee, le Kentucky, le Missouri, nous aurons le droit de leur dicter aucune autre conditions.

Nous avons pleine confiance dans le jugement et le bon vouloir à notre égard des Etats du Sud, et n'est autant dans l'intérêt de tous que dans la nôtre que nous plaidons pour une conférence générale qui aplanirait toutes les difficultés et dont la décision, quelle qu'elle fût, serait exécutée avec ensemble et harmonie. La Nouvelle-Orléans, étant la métropole commerciale du Sud et le grand marché de sucre et de coton, aurait des droits à une choisie comme l'emplacement le plus convenable pour cette réunion, et nous regrettons de voir que les sollicitations de la presse restent stériles. Il est vrai que les législatures et les gouverneurs des Etats n'avaient pas de pouvoirs suffisants pour appeler au Congrès, mais la première Convention populaire aura cette faculté, et si celle de la Caroline du Sud, de la Georgie, de l'Alabama et du Mississippi ne le font pas, nous croyons que notre situation exceptionnelle exige que les délégués de la Louisiane invitent au nom du peuple louisianais tous les Etats à esclaves à envoyer des représentants à une conférence qui se réunirait dans le mois de février.

Le bill de la Convention.

Nous reproduisons ci-dessous la copie du bill pour la convocation d'une Convention. On sait que l'élection doit avoir lieu le 7 janvier, dans trois semaines. Il n'y a donc pas de temps à perdre pour choisir des candidats intègres et capables :

Acte ordonnant une Convention d'Etat.

Attendu que l'état des affaires publiques, dans l'opinion de l'assemblée générale, demande que le peuple de cet Etat soit appelé à exprimer sa volonté, en conséquence,

SECTION 1.—*Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée générale*, Qu'immédiatement après le passage de cet acte, le gouverneur devra adresser une proclamation aux Shérifs des différentes paroisses, ordonnant aux dits Shérifs de faire publiquement et distinctement pour l'élection de délégués à une Convention d'Etat, la dite élection devant avoir lieu le 7 janvier 1861 ; et en observant de la manière prescrite par la loi pour l'élection de membres de l'Assemblée générale.

SECTION 2.—*Il est de plus décrété &c, &c*; que les différentes paroisses et les districts représentés soient droit au même nombre de délégués à la dite Convention, que les différentes paroisses et districts représentatifs ont de membres de la Chambre des Représentants de l'Etat, et les divers districts sénatoriaux auront droit au même nombre de délégués qu'ils ont de sénateurs dans le Sénat d'Etat.

SECTION 3.—*Et il est de plus décrété &c*, que nul homme blanc qui a atteint l'âge de 21 ans, et qui a résidé dans l'Etat les douze mois qui auront précédé l'élection, et les six derniers mois dans la paroisse dans laquelle il offre de voter, et qui sera citoyen des Etats-Unis, aura le droit de voter pour les délégués à la dite Convention ; et toutes personnes qui auront droit pour voter pour les délégués à la dite Convention auront droit à être élus délégués.

SECTION 4.—*Il est de plus décrété, &c*, que chaque votant désignera sur son bulletin le nom ou les noms des personnes pour lesquelles il votera comme délégué pour le district sénatorial et pour lesquels il votera comme délégués pour le représentant ou représentants, suivant le cas. Les sénateurs de l'Assemblée générale seront faits de la même manière et dans le même temps et dans le même lieu que pour les membres de l'assemblée générale.

SECTION 5. *Il est de plus décrété, &c*, que les délégués élus à cette Convention se réuniront à Mason Rouge, dans la ville de la Capitale des dits Représentants, à midi, le 23 janvier prochain, ou en cas de mort ou refus de la part de cette Convention, ou de l'un de ses membres, une nouvelle élection aura été ordonnée par le gouverneur pour remplir vacance et le gouverneur pour remplir vacance et le gouverneur pour remplir vacance et